

Stratégie

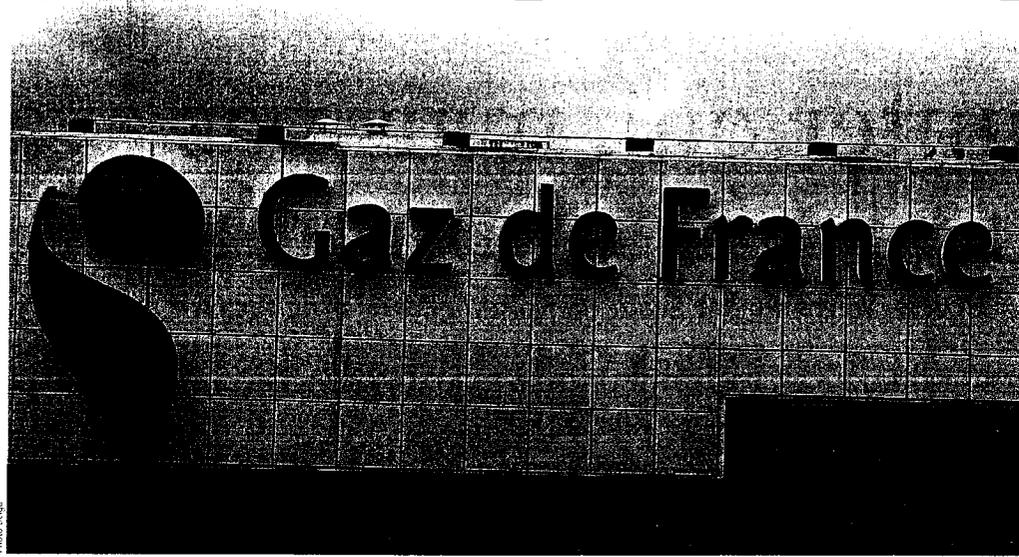
L'énergie, thème prioritaire pour l'UE

Après les crises pétrolières de 1973 et de 1979, l'énergie retrouve enfin la place qu'elle mérite. Quelques titres récents puisés dans la presse belge et européenne suffisent à démontrer, au-delà d'un certain catastrophisme, l'intérêt renouvelé pour ces questions. Énergie: où va-t-on? dans «L'Écho», Le nouveau monde d'après le pétrole dans «Le Soir», Le brut noir cit le tableau dans «La Libre Belgique», The end of the Oil Age dans «The Economist», Un monde d'insécurité énergétique dans «Le Monde», Die Weltwirtschaft wird verletzlicher dans le «Frankfurter Allgemeine», Petróleo, guerra y paz dans «El País». Qu'en est-il de cette problématique sur le plan européen?

La Commission a adopté le 8 mars 2006, un Livre vert sur la «Stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable». Une conjonction d'éléments fait qu'il était plus que judicieux que l'Europe prenne enfin l'énergie en main:

- un pétrole atteignant 80 dollars le baril;
- un quasi-consensus scientifique sur le réchauffement planétaire;
- le taux de dépendance énergétique de l'Union européenne qui atteint 50%.
- la prise de conscience accrue des problèmes de sécurité par l'opinion publique (dispute russo-ukrainienne sur l'approvisionnement en gaz naturel).
- une facture énergétique – importations de pétrole et de gaz – dépassant le budget communautaire (100 milliards d'euros).

Dans les conclusions de la présidence du Conseil européen des 23 et 24 mars 2006, peu d'observateurs auraient pu imaginer il y a quelques mois encore que les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-cinq États membres allaient s'accorder pour «préconiser une politique énergétique pour l'Europe». Et qu'ils insisteraient autant sur les aspects extérieurs de la sécu-



Si le nom des compagnies est souvent connoté national, les défis, eux, nécessitent des décisions européennes.

Les compagnies énergétiques font explicitement référence à une «terminologie nationale»: Électricité de France, Scottish Power, Electricidad do Portugal... C'est aussi un secteur où l'influence de l'État se fait sentir (champions nationaux).

rité énergétique comme cela a été le cas lors du sommet des 15 et 16 juin. Jusqu'ici et avec l'actuel Traité de Nice, des mesures dans le domaine de l'énergie – comme les directives sur la libéralisation du marché de l'électricité, sur l'efficacité énergétique, sur l'électricité verte ou sur les biocarburants – n'ont pu être prises que via d'autres fondements juridiques. Comme ceux relatifs au marché intérieur, à l'environne-

ment ou au rapprochement des législations. Alors que deux des trois traités européens fondateurs – la CECA de 1951 et Euratom en 1957 – plaçaient l'énergie (charbon et nucléaire) au cœur des préoccupations communautaires, le mot «énergie» ne se retrouve qu'une seule fois dans le Traité de Nice sous le chapitre «Réseaux trans-européens». Réseaux qui auraient sans doute pu être dotés d'un bud-

get plus conséquent lors des accords sur les perspectives financières pour 2007-2013 tant leur valeur ajoutée européenne saute aux yeux.

Concrètement, si le Traité constitutionnel – en suspens pour le moment – fait de l'énergie une «compétence partagée» entre États membres et l'UE, pour l'heure, cela reste une compétence essentielle nationale. Cela bien que le pétrole soit une des marchandises les plus globalisées. Les gazoducs – surtout en provenance de Russie, d'Algérie et de la Caspienne – accroissent leurs capacités de jour en jour. Nos importations de charbon proviennent largement d'Afrique du Sud et d'Australie. Et plusieurs États membres, en particulier parmi les nouveaux, sont souvent impuissants face au quasi-monopole du gaz russe. Les compagnies énergétiques font d'ailleurs explicitement référence

à une «terminologie nationale». Électricité de France, Ente Nazionale Idrocarburi, Scottish Power, Electricidad do Portugal, etc. L'énergie reste aussi un secteur où l'influence de l'État se fait sentir comme le démontrent les affaires sur les «champions énergétiques nationaux» tels que Gas Natural-Endesa en Espagne ou Suez-Gaz de France outre-Quévrain. Pourtant, selon un récent sondage Eurobaromètre, afin de répondre aux défis énergétiques qui se présentent, 47% des Européens privilégient le niveau européen pour prendre des décisions (contre 37% qui préfèrent le niveau national). Les investissements futurs dans le domaine de l'énergie sont colossaux et ne se conçoivent que dans la durée. L'Agence internationale de l'énergie estime que 15.000 milliards d'euros seront nécessaires d'ici à 2030 sur le plan mondial. En Eu-

rope, il s'agit de 2000 milliards dont plus de 60% dans le seul secteur électrique – centrales, lignes de transmission et réseaux de distribution. À titre de comparaison, le PIB de la Belgique s'élève à moins de 300 milliards d'euros.

Et les investissements doivent être pensés à long terme. Une quinzaine d'années pour le renouvellement d'une flotte de véhicules routiers, une cinquantaine d'années pour le renouvellement des centrales électriques et une centaine d'années pour le renouvellement du stock immobilier.

Sur un plan moins prospectif mais plus opérationnel, l'énergie est un secteur qui demande des compagnies hypercapitalistiques. Une centrale électrique ou un terminal méthanier coûtent des centaines de millions d'euros. Un gazoduc acheminant du gaz naturel sur des milliers de kilomètres coûte plusieurs milliards d'euros. Ce besoin en capitaux se reflète sans doute dans les très nombreuses fusions et acquisitions dans les domaines de l'électricité et du gaz. En 2005, PricewaterhouseCoopers en a compté plus de 150 en Europe.

Trois conclusions

Trois conclusions s'imposent.

Tout d'abord, le Livre vert de la Commission et les conclusions du dernier sommet européen qui définissent les bases d'une «politique énergétique pour l'Europe» sont plus que bienvenus. Le marché intérieur doit être complété dans sa composante électricité et gaz. Une politique extérieure cohérente dans le domaine de l'énergie tant vis-à-vis de nos fournisseurs (Moyen-Orient, Russie, etc.) que de nos partenaires consommateurs (États-Unis, Chine, etc.) peut aider à atteindre nos objectifs de sécurité,

de compétitivité et de durabilité. Deuxièmement, si on a pu développer de grandes entreprises européennes dans certains domaines (voir le succès d'Airbus), pour faire face aux investissements, on attend impatiemment les nouvelles EDE (Electricité d'Europe) et GOE (Gas of Europe) qui dépasseraient largement les frontières nationales. Si l'énergie est un secteur stratégique, la stratégie en la matière doit se penser à l'échelle du continent et non plus de l'État.

Troisièmement, sur le plan technique et technologique, il faut donner à l'Europe de l'énergie les moyens de se développer.

Cela passe notamment par une nette amélioration des capacités d'interconnexion. Par un développement soutenu de la recherche; qu'il s'agisse du nucléaire (ITER pour la fusion et «Génération IV» pour la fission), des renouvelables (biomasse, éolien, géothermique, solaire ou maritime), des combustibles fossiles (notamment charbon propre et captation et stockage du CO₂) ou de l'efficacité énergétique et de économies d'énergie (chaudières, moteurs, appareils domestiques, éclairage).

L'énergie est l'un des défis majeurs de ce siècle (sécurité, environnement, croissance, solidarité, bien-être). Pour transformer le système énergétique, il faut du temps et de l'argent.

Mais avant tout, sachant que trois quarts de la consommation énergétique en Europe dépend des bâtiments et des transports, cela impose de modifier nos comportements et de faire un effort «d'éducation à l'énergie», de l'école primaire aux instituts d'architecture. ◇

Les auteurs

Gérard Deprez, député européen, et Domenico Rossetti di Valdalbero, Secrétaire général de l'Union des fédéralistes européens (BE).